

GAZ. L'APPROVISIONNEMENT « INSUFFISANT » EN CAS DE GRAND FROID CET HIVER

L'état actuel des stocks de gaz en France est « insuffisant » pour assurer l'approvisionnement du pays en cas de vague de froid exceptionnel cet hiver, a prévenu, hier, GRTgaz, filiale de GDF Suez qui gère l'essentiel du réseau français de gazoducs. Concernant le réseau électrique, il sera confronté à un risque « modéré » de rupture de son approvisionnement en électricité cet hiver, selon RTE, filiale autonome d'EDF.

23. Landivisiau

Samedi 9 novembre 2013 **Le Télégramme**

Collectif Gaspare. GRTgaz met de l'eau à son moulin

Les opérateurs du réseau de transport d'énergie, RTE pour l'électricité et GRTgaz pour le gaz, ont communiqué leurs prévisions pour l'hiver 2013-2014.

RTE prévoit un équilibre satisfaisant entre l'offre et la demande d'électricité en France, tandis que GRTgaz s'inquiète de l'état actuel des stocks de gaz dans l'Hexagone, qu'il juge « insuffisant » pour assurer l'approvisionnement du pays en cas de vague de froid cet hiver. Partant de ce constat, le collectif Gaspare estime que les centrales à cycle combiné gaz (CCCG) pourraient ainsi subir une rupture d'alimentation et s'interroge de savoir si ce risque a bien été pris en considération par RTE.

Depuis trois ans, Gaspare, qui se bat contre l'implantation d'une centrale au gaz en Bretagne, évoque un risque de black-out gazier et non un

black-out électrique. Il rappelle que « l'importation de gaz ne rendra pas la Bretagne indépendante énergétiquement et ne résoudra pas le risque de rupture de l'alimentation électrique en cas de vague de froid ».

Gaspare estime donc que GRTgaz « lui donne raison ».

Une gabegie financière

Le collectif s'oppose au projet de centrale, financée par les deniers publics pour les infrastructures, sans oublier la prime d'État de 800 M€ sur 20 ans, qui serait versée à l'opérateur Direct Énergie. Il considère qu'il s'agirait « d'une gabegie financière que la Bretagne ne mérite pas, à l'heure où se met en place le Pacte d'avenir ». En conclusion, Gaspare réitère sa demande de mise à jour du Pacte électrique breton.